



COMMUNIQUÉ

Union Départementale CGT Force Ouvrière des Hauts-de-Seine - 37 rue Gay Lussac - 92320 CHATILLON - Tél.: 01 47 36 74 03 - e.mail : udfo92@orange.fr

COMMUNIQUÉ

Mardi « noir » en Ile-de-France et particulièrement dans les Hauts-de-Seine : les autorités ont dénombré en soirée pas moins de 739 km d'embouteillages suite à l'épisode neigeux qui frappe le pays depuis le début de la semaine.

LES « NAUFRAGÉS DE LA N118 »

Dans les transports en commun – que la préfecture a recommandée d'emprunter, les lignes de train du *Transilien* sont saturées : retards, suppressions, réduction de vitesse... Côté BUS, aucune ligne – ou presque – ne fonctionne. Côté RER, le RER A et C – qui traversent le département – sont « *fortement perturbés* » – le RER C étant coupé dans Paris pour cause de crue... Côté métro, le site internet de la RATP est inaccessible...

Mais c'est du côté des routes que la situation est la plus catastrophique, en particulier sur le tronçon Pont de Sèvres – Vélizy de la N118. Selon la préfecture, ce sont entre 1500 et 2000 automobilistes qui se sont retrouvés bloqués dans le sud des Hauts-de-Seine mardi dans l'après-midi et qui ont passé la nuit dans leur voiture, chauffage allumé pour ne pas geler... Pendant toute la nuit, les automobilistes n'ont vu ni pompiers, ni secours, ni forces de l'ordre... rien... laissés à l'abandon depuis 17h sous des températures négatives... Et parmi les premiers arrivés sur place en début de matinée, il y a ... la fourrière, qui passe pour évacuer les véhicules à l'arrêt sur la chaussée !

« TOUT LE MONDE ÉTAIT LAISSÉ À L'ABANDON. RIEN N'A ÉTÉ FAIT » (S., MÈRE D'UN ENFANT DE 3 ANS PRIS AU PIÈGE DANS SA VOITURE)

Les témoignages des « naufragés de la route » recueillis par *Europe 1* ce matin sont saisissants : « *Les routes n'étaient pas salées. Il n'y a aucun secours, aucune aide. Rien du tout : ni police, ni pompiers, ni Croix-Rouge, rien* ». Un autre : « *On aurait pu mourir congelés. (...) je suis d'autant plus en colère d'entendre que tous ces messieurs-dames du gouvernement et des préfectures ont fait ce qu'il fallait faire, alors que c'est faux* ». Un autre encore : « *On n'a pas une seule sableuse, aucun déneigement, aucun service d'information (...) Je n'ai vu personne passer. On se sent oublié. On voit aux informations qu'on arrive à faire décoller des fusées dans l'espace mais on n'arrive toujours pas à dégager une route soumise aux conditions hivernales habituelles* ».

« LES AUTOMOBILISTES N'ONT PEUT-ÊTRE PAS ÉTÉ ASSEZ PRUDENTS » (BFM TV)

Pris au piège, les automobilistes sont rendus responsables de leur situation : « *les automobilistes n'ont peut-être pas été assez prudents* » s'interroge un journaliste de BFM TV... Mais de qui se moque-t-on ?

Les automobilistes ne sont pas venus faire du « tourisme » sur la N118, ce sont des salariés qui n'ont pas d'autre choix que de prendre leur voiture car c'est leur outil de travail : sur le bord de la route, ce sont des camions, des taxis, des voitures d'agent commercial, des utilitaires de société du bâtiment, qui sont arrêtés.

Pour eux, c'est la « double-peine » : non seulement, ils ont à subir le préjudice d'être bloqués, mais ils risquent en plus de se voir imputer une retenue sur salaire – voire des sanctions – pour ne pas avoir pu travailler aujourd'hui.

QUI EST RESPONSABLE ?

Pour Frédéric Nathan, prévisionniste à *Météo France*, l'épisode neigeux est « *significatif* » mais « *pas exceptionnel* », les prévisions de mardi étaient « *bonnes* », il n'y a pas eu de surprise.

Dans ces conditions, que penser des propos du porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, qui indique qu'« *il est difficile d'anticiper le nombre de centimètres qu'il va tomber* » ?

Comment accepter les déclarations de la ministre des transports, Elisabeth Borne, qui admet : « *on avait anticipé cet épisode (...) ça ne permet pas de traiter suffisamment la situation* » ?

Comment comprendre les annonces de la présidente du conseil régional d'Ile-de-France, Valérie Pécresse, qui avoue : « *Il faut absolument qu'on travaille sur l'information des automobilistes et des voyageurs en amont pour qu'ils puissent éviter de prendre leurs voitures ou les transports* » ?

Que dire des propos du porte-parole du ministère de l'intérieur, Frédéric De Lanouvelle, qui concède : « *Tous les services de l'Etat sont mobilisés mais ça n'a pas suffi* » ?

Effectivement, ça ne pouvait pas suffire, parce que des centaines de milliers de postes ont été supprimés depuis des années dans toutes les administrations de l'Etat, en particulier celles relatives à l'entretien des routes chargées de faire face à ce type de situation.

Avant la vague de transfert des personnels des ex-DDE (direction départementale de l'équipement) vers les départements en 1983, il y avait plus de 1000 agents fonctionnaires d'Etat qui dépendaient du ministère de l'équipement dans les Hauts-de-Seine. Aujourd'hui, il n'y en a à peine plus de 130...

Concernant l'entretien et la gestion des routes, il reste actuellement 2 centres avec 25 fonctionnaires d'Etat à Nanterre et 11 à Boulogne. En plus de 30 ans, 2/3 des postes de fonctionnaires d'Etat ont été supprimés au ministère de l'équipement (de 150 000 à 40 000 aujourd'hui).

C'est bien la politique de casse des services publics conduite par les gouvernements successifs et amplifiée par le gouvernement Macron-Philippe, qui est à l'origine de cette situation. Et ce ne sont pas les 120 000 suppressions de postes prévues dans la fonction publique sur le quinquennat qui permettront d'améliorer les choses.

Solidaire de tous les salariés pris au piège hier et aujourd'hui, l'union départementale FORCE OUVRIÈRE des Hauts-de-Seine considère que la responsabilité de l'Etat dans cette situation est pleinement et entièrement engagée.

L'union départementale FORCE OUVRIÈRE des Hauts-de-Seine rappelle qu'elle a soutenu la puissante mobilisation des personnels pénitenciers, qu'elle a été partie prenante de la grève des personnels des EHPAD la semaine dernière, de celle des étudiants et personnels enseignants hier, qu'elle sera aux côtés de la fédération FO des cheminots demain pour exiger notamment le retour au monopôle public d'Etat et qu'elle soutiendra toute initiative prise par l'union interfédérale des agents de la fonction publique (UIAFP) FO, pour que cesse cette politique de casse des services publics.